



**Chemins
du patrimoine**
EN FINISTÈRE

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Accord-cadre à prix mixtes

**ACQUISITION ET ENTRETIEN D'UN
VÉHICULE UTILITAIRE ET SA REMORQUE AU PROFIT
DU MANOIR DE KERNAULT À MELLAC (29300)**

Règlement de consultation

Réf : 253-MULECDP29

Remise des offres pour le lundi 1 septembre 2025 à 12h

**Maître d'ouvrage : EPCC Domaines et Musées départementaux - Chemins du
patrimoine en Finistère**

Abbaye de Daoulas

29460 DAOULAS

Correspondant administratif et technique : Claude HERGOUALC'H

Portable : 06 38 38 91 07

Courriel : claud.hergoualc'h@cdp29.fr

**Pensez à vérifier la compatibilité de votre poste en effectuant dès à présent le test de
configuration proposé par la plateforme.**

Table des matières

Article 1 - Acheteur	3
Article 2 - Objet de la consultation.....	3
2-1-Objet du contrat.....	3
2-2-Procédure de passation	3
2-3-Forme du contrat	3
Article 3 - Dispositions générales	3
3-1-Décomposition du marché.....	3
3-2 Durée du contrat - Délai d'exécution	3
3-3-Modalités de financement et de paiement	3
3-4-Forme juridique de l'attributaire	3
3-5-Négociation	4
3-6-Variantes	4
3-7-Délai de validité des offres.....	4
Article 4 - Dossier de consultation	4
4-1-Contenu du dossier de consultation	4
4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique	4
4-3-Modification de détail au dossier de consultation	4
4-4-Visite des lieux et consultation de document sur site	4
Article 5 - Présentation des propositions.....	5
5-1 Contenu de la candidature et de l'offre	5
5-2-Compléments à apporter au cahier des charges	7
5-3-Langue de rédaction des propositions.....	7
5-4-Unité monétaire.....	7
5-5-Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	7
Article 6 - Jugement des propositions.....	9
6-1-Critères de sélection des candidatures	9
6-2-Critères de jugement des offres	9
6-3-Discordance des prix	10
6-4-Offre anormalement basse	10
Article 7 - Renseignements complémentaires	10
Article 8 - Confidentialité	11
Article 9 - Mentions relatives à la dématérialisation	12

Article 1 - Acheteur

Le pouvoir adjudicateur :

Établissement Public de Coopération Culturelle Domaines et Musées départementaux - Chemins du Patrimoine en Finistère

Abbaye de Daoulas

21 Rue de l'Eglise

29460 DAOULAS

Profil acheteur : <https://www.megalis.bretagne.bzh>

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet :

ACQUISITION ET ENTRETIEN D'UN VÉHICULE UTILITAIRE ET SA REMORQUE AU PROFIT DU MANOIR DE KERNAULT À MELLAC (29300)

Références à la nomenclature européenne (CPV) : 34000000-7

2-2-Procédure de passation

La consultation est passée par procédure adaptée en application de l'article R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique.

2-3-Forme de l'accord-cadre

La consultation donnera lieu à un accord-cadre à prix mixtes correspondant pour partie à un accord-cadre à bons de commande (Prestations d'entretien et de réparation) et pour partie à un marché ordinaire (Partie forfaitaire : fourniture et livraison du véhicule utilitaire).

Les caractéristiques techniques principales du présent marché figurent au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché.

L'accord-cadre à bons de commande est passé par un pouvoir adjudicateur avec montant maximum de commandes (10 000 € HT maximum pour toute la durée de l'accord-cadre), sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Il donnera lieu, pour la part à prix unitaires, à l'émission de bons de commande en application des prix indiqués sur le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. En application de l'article L. 2113-11 2° du Code de la Commande Publique, l'Acheteur a décidé de ne pas allouer le présent marché. La dévolution en lots séparés est impossible techniquement et serait financièrement plus coûteuse.

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition de l'accord-cadre

3-1-1-Lots

L'objet du présent accord-cadre ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, le présent accord-cadre n'est pas décomposé en lots.

3-1-2-Tranches - Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches et/ou en tranches.

3-2 Durée du contrat - Délai d'exécution

Le marché prend effet à sa date de notification et prendra fin au 01/09/2028.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire.

3-4-Forme juridique de l'attributaire

En cas de groupement conjoint, le pouvoir adjudicateur imposera que le mandataire soit solidaire des autres membres du groupement.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R2142-21 du code de la commande publique.

3-5-Négociation

Les candidats sont avertis que la phase de négociation n'est qu'éventuelle et que la personne publique attend d'eux leur meilleure proposition dès la remise des offres. La négociation pourra se faire par courrier électronique.

3-6-Variantes /Prestations Supplémentaires Éventuelles

Les variantes ne sont pas autorisées.

Prestation Supplémentaire Facultative : Extension de garantie 12 mois.

Les candidats sont invités à chiffrer la Prestation Supplémentaire Éventuelle "Extension de garantie de 12 mois".

Cette PSE est facultative et ne sera pas prise en compte dans l'analyse des offres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de retenir la PSE proposée au moment de la signature du marché si le titulaire pressenti a chiffré celle-ci dans son offre et que celle-ci respecte le budget alloué à cet achat.

3-7-Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le Règlement de la consultation (RC)
- l'Acte d'Engagement (AE) et son annexe
- le Bordereau des Prix Unitaires et Devis Estimatif (BPUDE)
- le Cahier des Clauses Technique Particulières (CCTP) et son annexe
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Annexes administratives (DC1 et DC2)

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article R2132-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://www.megalis.bretagne.bzh> sous la référence : **253-MULECDP29**

Les entreprises ne sont pas tenues de s'authentifier sur le site mais il leur est conseillé d'indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir **adjudicateur** se réserve le droit d'envoyer au plus tard **6** jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Le délai de **6** jours est décompté à partir de la date d'envoi.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

4-4-Visite des lieux et consultation de document sur site

Sans objet

Article 5 - Présentation des propositions

5-1 Contenu de la candidature et de l'offre

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

5-1-1-Justificatifs de candidature

DUME

La réponse par le Document Unique de Marché Européen (DUME) est fortement recommandée. Le DUME est un formulaire standard de l'Union Européenne qui peut être utilisé pour candidater aux marchés publics.

Pour renseigner votre DUME, il vous suffit de choisir le DUME comme modalité de réponse (dans l'onglet dépôt). Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET.

Il permet de :

- bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- d'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Il appartiendra aux candidats de compléter les autres informations.

Le DUME rend également possible la récupération automatique de certaines attestations à fournir lors de l'attribution du marché. Ces attestations sont récupérées dès la validation du formulaire et l'entreprise est libre de les utiliser ou non.

Cependant, le DUME ne permet pas de renseigner les informations relatives à la capacité technique et professionnelle, **les documents suivants sont donc à joindre en complément à la candidature :**

Documents complémentaires de la candidature DUME :

- Liste des principales fournitures similaires effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- Copie(s) de(s) jugement(s) en cas de redressement judiciaire ;
- Justificatif mentionnant les codes APE et/ou NAF.

DISPOSITIF HORS DUME

- Déclaration du candidat : imprimés DC1-DC2 conseillés à compléter ou documents équivalents : Imprimés DC1 et DC2 disponibles sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition **que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système** ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

5-1-2-Contenu de l'offre

Le candidat devra transmettre les éléments suivants :

- **L'Acte d'Engagement**, complété et daté ;
- **Un devis détaillant** le prix proposé dans le cadre de la prestation de base (prix global et forfaitaire, incluant le véhicule, la remorque , le porte outils et la roue de secours) et mentionnant le montant de la reprise ;

- **Le Bordereau des Prix Unitaires et Devis Estimatif** (cadre fourni) complété pour les prestations ponctuelles ;
- **Le cadre de mémoire technique** entièrement complétée au format Excel précisant :
 - la description technique précise du matériel proposé
 - le délai de livraison
 - les conditions de garantie,
 - les conditions du SAV (Moyens matériels et humains mis à disposition, conditions d'intervention),

Le candidat pourra transmettre tout autre document complémentaire pouvant clarifier l'offre.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus (Imprimé DC4 disponible sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- les conditions de paiement et modalités de règlement du sous-traitant ;
- les références du compte à créditer ;
- les justificatifs des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant.

Seront joints également les mêmes justificatifs de candidature que ceux exigés des candidats ci-dessus, à l'exception du DC1 ou équivalent (lettre de candidature).

Conformément aux articles du titre IV, chapitre III du code de la commande publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur les certificats et attestations prévus dans ces mêmes articles.

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer. Afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer leur offre avant de la déposer. A défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué.

Formats de signature : Les formats de signature suivant sont acceptés : XAdES, CAdES ou PAdES.

Le format PAdES est fortement recommandé pour des raisons d'interopérabilité avec nos outils informatiques administratifs.

Recommandation importante :

Pour la signature électronique, il est fortement conseillé au candidat :

- d'utiliser un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement du 23 juillet 2014 référencé dans la liste nationale de confiance consultable sur le site de l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI).
- d'utiliser l'outil de signature proposé par la salle régionale de dématérialisation des marchés publics « megalis Bretagne ».

Dans ces conditions la signature apposée bénéficiera d'une présomption de conformité. Dans le cas contraire, le candidat devra mettre gratuitement à disposition du pouvoir adjudicateur le mode d'emploi permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique, lors du dépôt de document signé

Précisions : Un document signé manuellement puis scanné n'a aucune valeur légale. La signature d'un fichier "zip" contenant lui-même plusieurs documents ne vaut pas signature de chacun de ces documents et n'est pas recevable, la signature électronique doit être apposée directement sur l'acte d'engagement.

Important : la personne détentrice du certificat électronique doit également être en capacité d'engager la société.

5-2-Compléments à apporter au cahier des charges

Les candidats doivent compléter le cahier des charges par des propositions techniques concernant les points suivants : sans objet

5-3-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-4-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-5-Conditions d'envoi ou de remise des plis

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, **les candidats transmettent obligatoirement leur proposition par voie dématérialisée**, à l'adresse suivante :

<https://www.megalis.bretagne.bzh> sous la référence : **253-MULECDP29**

Le nom donné à l'enveloppe électronique d'offre sera :

253-MULECDP29_nnn-nnn-nnn_Env1.zip ("nnn-nnn-nnn" étant le numéro de SIREN de l'Entreprise).

Mentions concernant le dépôt d'une réponse électronique :

Pour répondre à la consultation, la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit :

- Télécharger le dossier de consultation à l'adresse suivante :
<https://www.megalis.bretagne.bzh>
- Être inscrite sur la plate-forme de gestion des marchés publics citée ci-dessus

Pour répondre à la consultation, l'Entreprise cliquera, pour la consultation voulue, sur le lien « Répondre à la consultation ».

Après avoir accepté les conditions d'utilisation, l'entreprise :

- Joindra son enveloppe électronique d'offre
- Cliquera sur « confirmer et envoyer » après avoir saisi identifiant et mot de passe

L'enveloppe électronique doit être un fichier unique au format « zip » contenant les éléments mentionnés à l'article 5.1 du présent règlement de consultation.

Ces éléments seront des fichiers transmis au :

- Format Acrobat (« .pdf ») (version Acrobat 5 et postérieures)
- Format Excel (« .xls ») (version Excel 97 et postérieures) pour les documents transmis au candidat dans ce format

Le nom des fichiers et du zip ne doivent pas contenir les caractères suivants :

% & * : < > ? / { | }

Les fichiers doivent être nommés avec un maximum de 15 caractères.

Nota : des liens vers des outils zip gratuits sont disponibles sur la plate-forme.

Attention : Le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Mentions concernant le dépôt d'une copie de sauvegarde :

Les offres électroniques peuvent être doublées d'une copie de sauvegarde. Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par voie électronique : ils doivent être signés si la signature est requise.

L'acheteur autorise les copies de sauvegarde sous forme de support physique électronique ou sous forme papier.

Formats autorisés en matière de support physique électronique : clé USB.

L'arrêté n°ECOM2308848A du 14/04/2023 permet également de transmettre une copie de sauvegarde par voie dématérialisée dans le respect de l'annexe 8 du code de la commande publique (les services permettant la remise d'une copie de sauvegarde par voie électronique pouvant nécessiter des modalités d'inscription longues, il est recommandé aux opérateurs économiques d'anticiper le dépôt de la copie de sauvegarde en procédant aux modalités d'inscription, d'identification sur la solution technique envisagée.)

L'enveloppe extérieure devra porter la mention suivante :

«ACQUISITION D'UN VEHICULE UTILITAIRE AU PROFIT DU MANOIR DE KERNAULT A MELLAC (29300)- COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR »

La copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé, ou si elles sont envoyées par la poste, par pli recommandé avec avis de réception postal, à l'adresse ci-dessous :

EPCC Domaines et Musées départementaux - Chemins du Patrimoine en Finistère

Abbaye de Daoulas

21 rue de l'Eglise

29460 DAOULAS

Horaires d'ouverture : de 9h00 à 12h et de 14h00 à 17h du lundi au vendredi

Téléphone : 02 98 25 98 00

Conditions d'ouverture de la copie de sauvegarde :

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par l'acheteur que dans les cas qui suivent : lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des offres. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte par l'acheteur, elle est détruite dès l'éventuel rejet de la candidature ou à l'issue de la procédure

Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues aux articles du titre V, chapitre II du code de la commande publique au moyen des critères suivants :

6-1-Critères de sélection des candidatures

1. Capacité financière (au regard du chiffre d'affaires)

2. Références pour des prestations similaires

A l'issue de l'analyse des pièces relatives à la candidature, ne seront pas admises :

- les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles R2143-6 et suivants du Code de la commande publique ;
- les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la commande publique ;
- les candidatures qui ne présentent pas les capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes.

6-2-Critères de jugement des offres

Le jugement des offres se fonde sur une pluralité de critères pondérés.

L'attribution se fera au candidat ayant présenté l'offre économiquement et techniquement la plus avantageuse, déterminée par addition des notes obtenues par le candidat pour chacun des critères suivants.

Sur un total de points variable, les critères sont pondérés comme suit :

Critères	Pondération en %
<p style="text-align: center;"><u>Valeur financière de l'offre :</u></p> <p>Prix du forfait de fourniture , livraison et premier entretien du véhicule utilitaire, sa remorque, porte outil et roue de secours ; diminué du montant de la reprise – 30 %</p> <p>Prix des prestations ponctuelles (Prix unitaires – Au regard du BPUDE) – 15 %</p> <p>Le candidat devra compléter le bordereau des prix unitaires et devis estimatif. Le prix global de l'offre indiqué dans ce document sera le montant pris en compte pour la comparaison des offres .</p> <p>Les quantités du bordereau des prix unitaires ne seront pas contractuelles.</p>	45 %
<p style="text-align: center;"><u>Valeur technique de l'offre :</u></p> <p>La valeur technique sera analysée au regard de l'offre technique. Les critères de performances techniques seront individuellement notés et coefficientés. La note globale sera proportionnellement recalculée sur 45. L'échelle de valeur appliquée est celle-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> 0 : absence de renseignement ; 1 : insuffisant ou non adapté 2 : correct ou moyennement adapté 3 : satisfaisant ou adapté. 	45 %
<p>Délai de livraison, garantie et SAV : Les critères de délais de livraison, de garantie et de service après-vente seront notés respectivement sur 15, 3 et 21 points.</p>	10%

Sélection de l'offre la plus avantageuse conformément à l'article R2152-7 du code de la commande publique.

6-3-Discordance des prix

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre .

6-4-Offre anormalement basse

Conformément à l'article L.2152-3 du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats transmettront **exclusivement** leurs questions via la plate-forme de dématérialisation **au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres**.

Toute question posée au-delà de cette limite ne sera pas prise en compte.

Les réponses à toutes les questions posées seront systématiquement communiquées à l'ensemble des candidats identifiés ayant retiré le dossier de consultation, au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres.

Article 8 - Confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur se conforment aux obligations de confidentialité indiquées à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Protection des données à caractère personnel : Le titulaire et le pouvoir adjudicateur se conforment aux obligations de confidentialité indiquées à l'article 5.2 du CCAG-FCS.

Gestion des données

Les informations personnelles portées sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par Mégalis plateforme des marchés publics et sur le système informatique de Chemins du Patrimoine en Finistère, responsable du traitement.

Ces données personnelles ne seront collectées, traitées et/ou utilisées que dans la mesure où cela est nécessaire pour le bon déroulement de notre mission de marchés publics.

Ces données personnelles seront conservées pour une durée de 10 ans. À l'issue, elles seront effacées de nos bases.

L'accès à ces données personnelles est strictement limité à notre personnel administratif en charge de cette mission de marchés publics.

Nous nous engageons à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers à ces données personnelles sans votre consentement préalable, à moins d'y être contraints en raison d'un motif légitime tel qu'obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.

Pendant cette période, nous mettons en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité de ces données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de vos données ou encore de limitation du traitement.

Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

Vous pouvez, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer vos droits en contactant Monsieur FRANQUES Xavier au 02.98.25.50.50, tie@tie.fr, Délégué à la Protection des Données.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, vous pouvez contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (plus d'informations sur www.cnil.fr).

Article 9 - Mentions relatives à la dématérialisation

Questions relatives à une consultation

Les questions, administratives ou techniques, concernant chaque consultation devront être posées via la plate-forme en cliquant pour la consultation voulue sur le lien "poser une question".

Avant de pouvoir poser une question, les candidats doivent :

- Accepter les conditions générales d'utilisation de la plate-forme.
- Renseigner leur identité.

Nota Bene : les personnes posant une question seront particulièrement attentives à bien renseigner le champ "e-mail" dans la mesure où cette adresse sera utilisée par l'EPCC Chemins du Patrimoine en Finistère pour répondre aux questions.

Échanges par voie dématérialisée avec les entreprises

Après l'ouverture des candidatures et/ou après l'ouverture des offres relatives à la consultation, l'EPCC Domaines et Musées départementaux - Chemins du Patrimoine en Finistère communiquera avec les entreprises via la "Messagerie Sécurisée" disponible sur la plate-forme pour les entreprises authentifiées par certificat.

Cette messagerie sécurisée permet :

- de réaliser des échanges entre les entreprises et l'EPCC Domaines et Musées départementaux - Chemins du Patrimoine en Finistère mettant en œuvre des mécanismes d'Accusés de Réception.
- aux entreprises de signer leurs échanges avec l'EPCC Chemins du Patrimoine en Finistère (notamment les pièces complémentaires).

Inscription des Entreprises sur la plate-forme

Afin de pouvoir répondre à une consultation, les Entreprises doivent s'inscrire sur la plate-forme de dématérialisation de l'EPCC Domaines et Musées départementaux - Chemins du Patrimoine en Finistère. Pour cela, elles doivent cliquer sur le lien "s'inscrire" présent sur la page d'accueil.

Nota : une Entreprise peut s'inscrire à la plate-forme de l'EPCC Domaines et Musées départementaux - Chemins du Patrimoine en Finistère en choisissant de s'authentifier :

- par identifiant/mot de passe
- ou par certificat et bénéficiaire ainsi :
 - du remplissage automatique des champs du registre des retraits et du registre des questions (et d'éviter ainsi de potentielles erreurs de saisie).
 - d'une alerte automatique lorsqu'une nouvelle consultation susceptible de l'intéresser est publiée. Une recherche des consultations par le code CPV est possible. A cette fin, l'EPCC Chemins du Patrimoine en Finistère s'engage à mentionner le code CPV dans toutes les consultations mises en ligne.
 - de la possibilité de remettre une offre électronique avec signature électronique.

Offres contenant un virus

Avant transmission de sa réponse, le soumissionnaire devra procéder à un contrôle anti-virus de tous les fichiers constitutifs de « enveloppe électronique ». Des outils peuvent être téléchargés gratuitement sur la plateforme.

Après le dépouillement des enveloppes, l'EPCC Domaines et Musées départementaux - Chemins du Patrimoine en Finistère procédera à une analyse anti-virus de leur contenu.

Conformément à l'article 7 du décret n°2006-975 du 1er août 2006, les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été déposées et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Cryptage et envoi de la réponse électronique par le soumissionnaire

Un accusé de réception vous est délivré en cas de dépôt d'une offre électronique.

Une fois les opérations cryptographiques réalisées, la réponse est envoyée sur la plate-forme. A la réception du dernier octet de la réponse, un jeton d'horodatage cryptographique est généré par la plate-forme. Il donne une date certaine à la réception de l'offre. Un courriel, signé par la plate-forme, précisant la date de réception, est alors envoyé au soumissionnaire.

Votre contact à l'EPCC Domaines et Musées départementaux - Chemins du Patrimoine en Finistère :

Claude Hergoualch – Chargée de régie parcs et jardins

Tél : 06 38 38 91 07

L'adresse : claud.hergoualch@cdp29.fr

Signature électronique

Pour toutes les procédures, la personne habilitée à engager l'entreprise dans le cadre de la consultation pourra signer certaines pièces listées au règlement de consultation au moyen d'un certificat électronique.

Lorsque la signature électronique est requise pour tout document sous forme électronique d'un marché public, il est signé selon les modalités prévues dans l'arrêté du 22 mars 2019 et conformément au règlement européen du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques :

Les acheteurs, les autorités concédantes et les opérateurs économiques utilisent une signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié.

Le certificat de signature électronique qualifié entre au moins dans l'une des catégories suivantes :

- 1° Un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement susvisé ;
- 2° Un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

Le mode d'emploi permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique est mis gratuitement à disposition du pouvoir adjudicateur lors du dépôt de document signé par le candidat.

Toutefois, lorsque le signataire utilise le certificat visé au 1° et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Les certificats qualifiés de signature électronique utilisés selon le standard RGS et délivrés en application de l'arrêté 15 juin 2012 demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration. Le niveau minimum requis étant celui équivalent au RGS 2*.

Quel que soit l'outil de signature choisi, le format PADES sera requis sur un document PDF.

Assistance téléphonique de E-Megalis Bretagne

Un service de support téléphonique est mis en place pour les entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics.

Le service de support est ouvert de 8h30 à 12H30 et de 13H30 à 18h00 les jours ouvrés.

Le N° d'accès est : 02 23 48 04 54